

<p>PROCES VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION Réunion du vendredi 23 juin 2017</p>

Présents :

ALVES PIRES Alcino
BELRHITI Catherine
BENHAMOU Éric
BOBILLIER Jean-Paul
BOULET Philippe
BOUZRAR
Maryvonne
BUI XUAN Yves
CHEREAU Franck
DALLERAC Francis
DELPEYROUX Pierre

DENANTE Pascale
DIDIER Francis
GAUTIER Christine
GOUTTENOIRE
Corinne
HERNANDEZ José
ITIER Roger
LAUFFENBURGER
Patrick
LAURENCE Bernardina
MARMION Chantal

MARTINEZ Francisco
MECHAIN Georges
METTLER Denis
ORTEGA Raphaël
PERONNET Dominique
PONTABRI Pierrette
PUVELAND Hervé
ROMAN Franco
SEVE Patrice
VENET Gilles

Membre de droit : CHARRE Dominique (DTN).

Absents Excusés :

ALLIAN Anne-Lise
DUMONT Gamra
CHEVALLIER Michel

Ouverture de la Séance par le Président à 17h10

1- ALLOCUTION DU PRESIDENT

- **Journée olympique et promotion de Paris 2024 :** Dans le cadre de la Journée Olympique, les 23 et 24 juin, des animations et des démonstrations des athlètes de l'Equipe de France encadrés par les membres de la Commission Nationale des Sportifs de Haut-Niveau, Laurence Fischer et Gilles Cherdieu, sont organisées pour promouvoir la candidature de Paris aux Jeux Olympiques 2024 et faire découvrir le karaté aux plus grand nombre. La fédération tient à rappeler son soutien à la candidature de Paris pour les JO 2024.
- **Compte rendu de la réunion des Présidents de ligues régionales :**
 - o Le prochain Conseil d'Administration se tiendra le vendredi 8 septembre 2017 au CNE à Castelnau-le-Lez, il sera suivi les 9 et 10 septembre par le colloque des Présidents des Ligues, des Zones Interdépartementales et des Départements.

- Le Président évoque l'organisation territoriale de la Fédération et ses évolutions suite à l'application de la réforme territoriale (création des ligues régionales, mise en place des zones interdépartementales). La réforme territoriale a également eu pour conséquences de modifier la composition de l'assemblée générale fédérale en octroyant un rôle de plus en plus important aux départements du fait de l'élection des représentants des clubs uniquement lors des assemblées générales des comités départementaux. Les comités départementaux deviennent des organes parfaitement autonomes et directement rattachés auprès de la fédération.
- Le Président rappelle que conformément aux statuts votés en Assemblée Générale le 16 décembre 2016, les mandats de Président de plusieurs organes déconcentrés ne peuvent être cumulés. Les élections des ligues régionales se sont terminées le 24 mars 2017, laissant à chacun le temps nécessaire pour régulariser chaque situation spécifique. Cette nouvelle règle implique, pour les Présidents de Zone Interdépartementale qui auraient été élus Présidents de Ligue Régionale, une obligation de démissionner de leur fonction de Président de ZID.
- Il est demandé que les structures déconcentrées ne développent pas de missions pour lesquelles il n'y a pas eu d'instruction fédérale. Par exemple, il ne doit pas y avoir de mutualisation des passages de grade entre départements tant que la CSDGE ne l'a pas décidé.

2- ADOPTION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 17 MARS 2017

Le Conseil d'Administration adopte à l'unanimité le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 17 mars 2017.

3- INTERVENTION DU DTN

Le Directeur Technique National présente les **directives techniques nationales** dans le cadre d'un programme d'action territorial. Un document distribué aux membres du Conseil d'Administration leur permettra de présenter la Fédération vis-à-vis de l'extérieur avec un seul et même discours. Il présente les rôles et missions de chaque poste des Equipes Techniques Territoriales issues de la nouvelle organisation territoriale.

Le DTN présente l'**organisation de la direction technique nationale** ainsi que celle des **Equipes de France**.

Le DTN présente la **déclinaison territoriale du projet fédéral** : le but de cette présentation est de permettre aux organes déconcentrés de mieux structurer leurs demandes de subventions afin de les rendre plus pertinentes et de les axer sur les objectifs de l'Etat. Aussi, chaque action concrète réalisée au sein des comités

départementaux ou ligues régionales est une déclinaison d'une action fédérale elle-même relative à un objectif de l'Etat qu'il faut mettre en évidence.

Le DTN présente un tableau récapitulatif des **nominations aux postes de Directeur Technique Régional**.

Le DTN présente les nouveautés des **diplômes fédéraux** et leurs objectifs, le CQP et **les formations** en cours. Il aimerait créer une nouvelle formation entre le CQP et le premier diplôme d'Etat et renouveler l'expérience du DESJEPS. L'objectif étant d'avoir un panel complet de formations. Il insiste sur le fait que les titulaires de diplôme d'Etat doivent s'investir dans la vie fédérale.

Une remarque est émise concernant l'importance de préparer l'après Jeux Olympiques et l'afflux potentiel de jeunes dans les clubs de karaté ayant la volonté de faire de la compétition.

4- PRESENTATION DE LA NOUVELLE IDENTITE VISUELLE

Le service communication a présenté au Conseil d'Administration la future identité de marque de la Fédération Française de Karaté et Disciplines Associées.

La réforme territoriale, l'entrée du karaté dans la famille olympique et la croissance actuelle de la fédération sont autant de raisons pour lesquelles ce travail a été lancé. Cette nouvelle identité, réalisée par l'agence Seenk, permettra d'harmoniser l'image de la Fédération sur l'ensemble du territoire et auprès de tous ses licenciés. Elle entrera en vigueur au 1er septembre 2017. La nouvelle identité se voudra plus dynamique, fédératrice et harmonieuse. La réalisation de cette nouvelle identité visuelle coûtera à la Fédération 60 000 euros amortissable sur 10 ans.

M. DALLERAC regrette le manque de concertation avec les organes déconcentrés sur ce projet et fait part de ses inquiétudes relatives à la dépréciation des stocks de matériel sur lequel le logo actuel de la FFKDA est présent. Il lui est précisé que la mise en application de la nouvelle identité visuelle sera progressive. Dans un premier temps chacun devra respecter la charte graphique telle qu'elle sera fournie par la Fédération lors du colloque de rentrée.

Il est rappelé l'obligation qu'ont les organes déconcentrés d'utiliser le site Internet mis à leur disposition à titre gratuit par la fédération.

5- REGLEMENT FINANCIER

Le règlement financier sera présenté lors du prochain Conseil d'Administration car il doit d'abord être débattu en commission financière puis soumis pour avis au Commissaire aux Comptes.

6- SUIVI BUDGETAIRE 2016/2017 ET SITUATION AU 12 JUIN 2017

Le Trésorier, M. Philippe BOULET, fait un état de la situation budgétaire au 12 juin 2017 en détaillant les Produits et Charges réalisés à cette date comparativement à

ceux du budget définitif 2016/2017. Un tableau de la situation financière a été distribué aux membres du Conseil d'Administration.

Il précise que les produits réalisés auront atteint voir légèrement dépassé le budget prévisionnel.

Le Résultat devrait approcher les 200 000 euros. La Trésorerie est actuellement de 1,4 millions sans la subvention du ministère de 810 000 euros. Le découvert autorisé ne devrait pas être utilisé.

Le Trésorier annonce le renouvellement du partenariat avec le Crédit Mutuel à hauteur de 35 000 euros par an pendant 4 ans.

Il est distribué à chaque membre du Conseil d'Administration un courrier concernant la réglementation relative à l'approbation des conventions réglementées. Chaque membre devant déclarer à Madame Raphaëlle TERQUEM, Commissaire aux comptes, les conventions conclues avec la fédération qui pourrait être qualifiées comme telles.

7- NOMINATION DE LA COMMISSION SPECIALISEE DES DANS ET GRADES EQUIVALENTS

Suite à la présentation lors du Conseil d'administration du 17 mars 2017 de l'arrêté du ministère des sports du 5 août 2016 qui a modifié la composition des CSDGE des fédérations délégataires, le Conseil d'Administration a sollicité du bureau une liste de personnes éligibles, pour les postes des membres représentants de la FFKDA, afin d'élire la commission de manière uninominale et à bulletin secret.

Le Président rappelle les dispositions de l'arrêté relatives à l'élection des deux tiers de membres représentant la fédération.

Concernant la désignation du Président de la CSDGE, il est proposé de nommer M. Francis DIDIER à ce poste.

Les membres du Conseil d'Administration procèdent au vote à bulletin secret.

M. Raymond RAVASSAUD se propose en tant que scrutateur pour le dépouillement réalisé par M. Mario GRUMIC, responsable juridique de la fédération.

Le CA a adopté à l'unanimité la proposition de nomination de M. Francis DIDIER au poste de Président de la CSDGE de la FFKDA.

Il est ensuite proposé au Conseil d'Administration d'élire 12 personnes parmi une liste de 31 noms, tous remplissant les conditions de nomination.

Les membres du Conseil d'Administration procèdent au vote à bulletin secret.

M. Raymond RAVASSAUD se propose en tant que scrutateur pour le dépouillement réalisé par M. Mario GRUMIC.

Les personnes élues au poste de membre de la CSDGE représentants la FFKDA sont :

	Voix	DAN	
CHOURAQUI Serge	28	9 DAN	Elu
MOCHIZUKI Hiroo	25	10 DAN	Elu
VALERA Dominique	21	9 DAN	Elu
BELRHITI Patrice	20	8 DAN	Elu
LUPO Didier	20	7 DAN	Elu
TISSEYRE Jean-François	20	7 DAN	Elu
SERFATI Serge	18	8 DAN	Elu
OSHIRO Zenei	17	8 DAN	Elu
BELRHITI Catherine	16	7 DAN	Elu
LAVORATO Jean-Pierre	15	9 DAN	Elu
CLAUSE Christian	13	8 DAN	Elu
PYREE Marc	13	7 DAN	Elu

Les personnes non-élues au poste de membre de la CSDGE représentants la FFKDA sont :

MICHOLET Hugues	12	8 DAN	Non Elu
BILICKI Bernard	12	9 DAN	Non Elu
NAKAHASHI Hidetoshi	11	9 DAN	Non Elu
HERNAEZ Georges	10	8 DAN	Non Elu
SATO Yuichi	9	8 DAN	Non Elu
TAPOL Jacques	7	8 DAN	Non Elu
SERFATI Jacques	7	8 DAN	Non Elu
MOREL Jean-Louis	5	8 DAN	Non Elu
POUPEE Janick	4	7 DAN	Non Elu
TSUKADA Ryoza	4	8 DAN	Non Elu
FORSTIN Serge	4	8 DAN	Non Elu
BERGER Guy	4	7 DAN	Non Elu
AOSAKA Hiroshi	4	9 DAN	Non Elu
GAZZINI Gérard	3	7 DAN	Non Elu
EYSSARD Georges	3	8 DAN	Non Elu
UKOBO Hiroshi	2	8 DAN	Non Elu
SHIMABUKURO Yukinobu	2	8 DAN	Non Elu
KAMOHARA Tsutomu	1	8 DAN	Non Elu
CLERGET Jean-Luc	0	8 DAN	Non Elu

Concernant le tiers de membres représentants les fédérations multisports, affinitaires, scolaires et universitaires : la FFKDA a établi le nombre de représentant pour chacune de ces fédérations conformément à la procédure prescrite par l'arrêté.

La Fédération Sportive des ASPTT dispose de 2 postes mais n'a pas fait de retour quant aux personnes souhaitées pour intégrer la CSDGE de la FFKDA. Ces deux

postes lui sont réservés et pourront être pourvu lors du prochain Conseil d'Administration.

La Fédération Française du Sport Travailleiste dispose de 5 postes mais n'a proposé que M. Georges MOJESCIK comme représentant. Le Conseil d'Administration nomme à l'unanimité M. Georges MOJESCIK comme représentant de la FFST au sein de la CSDGE de la FFKDA. Les quatre postes vacants lui sont réservés et pourront être pourvus lors du prochain Conseil d'Administration.

8- NOMINATION DE LA COMMISSION DISCIPLINAIRE ANTIDOPAGE

Les membres des organes disciplinaires de lutte contre le dopage de première instance et d'appel ont été désignés par le Conseil d'administration du 6 janvier 2017.

L'AFLD ayant fait remarquer que Mme PRIOUR et M. BOITEAU, tous deux médecins d'équipe et donc en charge du suivi des équipes de France, ne pouvaient siéger au sein d'organes disciplinaires de lutte contre le dopage en raison de l'incompatibilité prévue à l'article 6 du règlement disciplinaire de lutte contre le dopage de la FFKDA.

Sont proposés au Conseil d'Administration M. Dionys GROSS (1ère instance) et M. Gabriel LEJOUR (appel) pour les remplacer et intégrer les commissions disciplinaires de lutte contre le dopage de la FFKDA.

La proposition visant à compléter la composition des commissions disciplinaires de lutte contre le dopage de 1^{ère} instance et d'appel est approuvée à l'unanimité par le Conseil d'Administration.

9- REGLEMENT MEDICAL

Il est distribué, pour information, un projet de règlement médical qui devra être adopté lors du prochain Conseil d'Administration.

Concernant la nouvelle réglementation relative aux certificats médicaux, la position de la fédération est d'appliquer les dispositions dérogatoires du décret n°2016-1387 du 12 octobre 2016 disposant que pour certaines disciplines pratiquées en compétition et présentant des contraintes particulières, un certificat médical continue d'être requis annuellement pour toute demande de licence.

La fédération ne proposant qu'une licence unique, il sera donc demandé, pour toute délivrance ou tout renouvellement de licence pour la saison 2017/2018, la présentation d'un certificat médical d'absence de contre-indication à la pratique du Karaté et des disciplines associées, datant de moins d'un an au moment de la prise de licence.

Il est noté que la participation aux compétitions est toujours subordonnée à la présentation d'un certificat médical datant de moins d'un an au jour de la compétition

précisant l'absence de contre-indication à la pratique du Karaté et des disciplines associées en compétition.

Il est précisé qu'une circulaire sera adressée à tous les Présidents de club pour les informer de la réglementation en la matière.

M. HERNANDEZ fait remarquer qu'il serait souhaitable que le certificat médical de non contre-indication à la pratique de la discipline en compétition soit intégré au passeport sportif.

Il est demandé de préciser la procédure de reprise des compétitions après une commotion cérébrale ayant entraîné une inaptitude temporaire à la pratique de la discipline en compétition.

Suite à une commotion cérébrale, la mention de la contre-indication temporaire à la pratique en compétition est inscrite sur le passeport sportif de la personne concernée. Après réception de l'information, le médecin fédéral identifie la personne sur la base de données fédérales ce qui empêche toute inscription à une compétition. La reprise de la compétition étant subordonnée à la présentation d'un nouveau certificat médical autorisant la reprise en compétition de la discipline concernée, le médecin fédéral, après réception, rétablira sur la base de données la situation de la personne concernée.

Le Président rappelle que la présence de la croix rouge sur une compétition pour assurer la sécurité du public n'est obligatoire que pour les manifestations de plus de 1500 personnes.

10- PROJET DE CREATION DU COMITE DEPARTEMENTAL DE CORREZE

Le dossier de demande de reconnaissance du Comité départemental de la Corrèze est présenté au Conseil d'administration, il contient l'ensemble des documents requis à la poursuite du processus de constitution d'une structure déconcentrée de la fédération.

La proposition visant à présenter à la prochaine Assemblée Générale fédérale la constitution du Comité Départemental de Corrèze est approuvée à l'unanimité par le Conseil d'Administration.

11- SITUATION DU COMITE DEPARTEMENTAL DE L'INDRE

Il est rappelé que lors de sa dernière réunion, le conseil d'administration s'était prononcé contre le retrait des attributions du comité départemental de l'Indre, mais avait décidé de maintenir la suspension des activités dudit comité jusqu'à l'organisation effective de l'assemblée générale extraordinaire et électorale prévue le 29 avril 2017 et conforme aux dispositions fédérales en matière de cotisation fédérale.

Le 10 avril 2017, le Comité Départemental de l'Indre a assigné la FFKDA en référé devant le Tribunal d'Instance d'Antony aux fins notamment d'annulation de la décision du Conseil d'Administration du 17 mars 2017 de suspension des activités du comité.

Le tribunal d'instance d'Antony s'est déclaré incompétent pour traiter ce dossier dans une décision du 1^{er} juin et a renvoyé les parties à se pourvoir devant les juridictions de l'ordre administratif et a condamné le Comité Départemental de l'Indre aux dépens.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration constate que :

- l'Assemblée Générale que le Comité Départemental s'était engagé à organiser le 29 avril ne s'est pas tenue, sans que la fédération n'en ait été avertie ;
- un groupe de 8 présidents de clubs du Comité a organisé une Assemblée Générale extraordinaire en application de l'article 14 des statuts du Comité Départemental dans le but de faire voter les nouveaux statuts fédéraux mais faute d'avoir respecté la procédure prévue par les statuts, cette action est irrecevable.

Le Conseil d'Administration, eu égard à la situation, a décidé, à l'unanimité, de maintenir la suspension des activités dudit comité départemental jusqu'à l'organisation effective d'une assemblée générale extraordinaire et élective conforme à la réglementation fédérale faute de quoi, lors de la prochaine réunion, le Conseil d'Administration de la fédération devra se prononcer sur le retrait de l'ensemble des attributions du comité départemental de l'Indre.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article 213 du règlement intérieur fédéral, il sera envoyé un courrier à la Présidente du Comité lui demandant de fournir ses observations sur la mesure envisagée par le conseil d'administration.

12- SITUATION DU WUSHU

Le Président explique que la Commission Nationale Wushu est une commission fédérale et à ce titre est régie par les mêmes règles que n'importe quelle autre commission instituée au sein de la FFKDA. Elle doit être renouvelée à chaque Olympiade par le conseil d'administration de la fédération qui en désigne un responsable. Ce renouvellement n'ayant pas été fait depuis les dernières élections fédérales, en raison de la perspective d'une création rapide d'un Comité National Wushu, la Commission Nationale Wushu, constituée par les 7 membres de la dernière olympiade, n'est dès lors plus légitime.

Le Président fait remarquer à Monsieur Roger Itier que sa conduite récente, et notamment la transmission de statuts signés par ses soins en tant que président autoproclamé du Comité National WUHU auprès du Ministère des sports sans en avoir préalablement informé les instances dirigeantes fédérales, a considérablement impacté de manière négative le projet de création du comité.

Le Président annonce la création d'un groupe de travail concernant la mise en place d'un Comité National WUSHU qui sera amené à étudier sincèrement le projet de création du comité au sein de la FFKDA. Ses travaux seront présentés devant le conseil d'administration puis le cas échéant devant l'assemblée générale, dans le respect des procédures en vigueur.

Le président de la FFKDA et le DTN représenteront le Wushu aux championnats du Monde à Kazan en octobre prochain. Le président de la fédération pourra ainsi y

rencontrer le président de la fédération internationale et prendre connaissance de ses attentes quant à l'organisation d'un prochain championnat du monde en France.

13- AGRANDISSEMENT SOUS LA SALLE DE REUNION

La signature chez le notaire est prévue pour le mois de septembre dès que le syndic aura transmis les documents nécessaires. En raison de l'ordre du jour chargé, plus de précisions sur ce dossier seront apportées lors de la prochaine réunion du Conseil d'Administration.

14- COMPTE RENDU DE LA COMMISSION D'ARBITRAGE

M. VERFAILLIE, Président de la Commission nationale d'Arbitrage, a présenté les membres de la CNA de la Fédération Française de Karaté et Disciplines Associées ainsi que son bilan annuel.

Il est constaté que si le nombre d'arbitres nationaux et internationaux en France est stable, une diminution de 19% du nombre des arbitres sur 4 ans au niveau territorial est à noter. Pour inverser cette tendance, la CNA a élaboré un projet que les responsables de l'arbitrage des Ligues Régionales devront mettre en œuvre dès la saison prochaine.

M. VERFAILLIE présente le processus dématérialisé des convocations et les effets très positifs en terme de présence des arbitres sur les compétitions nationales.

M. VERFAILLIE présente le déroulé des examens d'arbitrage Kumité national B et A qui se sont déroulés cette saison, chacun sur deux sessions, et les résultats. Les taux de réussite sont respectivement de 58% et de 54%. La saison prochaine, la CNA organisera l'examen de Juge National Kata B également sur 2 sessions.

M. VERFAILLIE présente ensuite la formation individualisée via le site internet de la CNA qui permet à chaque arbitre de connaître ses points positifs, ses axes de travail et les recommandations qui lui sont faites afin de progresser.

M. VERFAILLIE insiste sur l'importance de la promotion de l'arbitrage chez les jeunes et revient sur l'organisation des concours nationaux des jeunes Arbitres Kumité et Juge Kata.

M. VERFAILLIE présente le dispositif mis en place consistant à « laisser la parole aux arbitres ». D'une part, à chaque compétition nationale, les responsables de tatamis sont invités à faire un retour sur la compétition et sur la qualité d'arbitrage de leur équipe. D'autre part, après chaque compétition nationale, tous les arbitres sont invités à répondre à un questionnaire de satisfaction anonyme en ligne. L'ensemble des retours sont résumés puis analysés et présentés le weekend suivant aux responsables de tatamis avec le compte-rendu des compétitions.

Sur la saison 2016-2017, une moyenne de 65 % des arbitres ont répondu à ce questionnaire.

Il est précisé, qu'afin de réduire les coûts, certaines compétitions feront l'objet d'un arbitrage à trois.

Enfin, M. VERFAILLIE insiste sur la convivialité qui doit régner au sein des équipes arbitrales et entre arbitres.

15- QUESTION DIVERSES

- Commission d'éthique

Les fédérations délégataires ont l'obligation d'établir une charte d'éthique et de déontologie et d'instituer un comité doté d'un pouvoir d'appréciation indépendant, habilité à saisir les organes disciplinaires compétents et chargé de veiller à l'application de cette charte et au respect des règles d'éthique, de déontologie, de prévention et de traitement des conflits d'intérêts.

La mise en place de l'ensemble des nouvelles dispositions doit se faire au plus tard le 31 décembre 2017.

Une liste de personnes susceptibles d'intégrer ce comité est distribuée aux membres du Conseil d'Administration pour simple information.

- Nomination de la Commission Tai-Jitsu

Suite à un appel à candidature effectué par la Fédération pour le renouvellement de sa Commission Nationale TAI JITSU, 15 candidatures ont été réceptionnées et une ne remplissait pas les critères de candidature.

En raison d'un ordre du jour très chargé, la question du renouvellement de la Commission Nationale TAI JITSU n'a pu être traitée du fait de la nécessité de réaliser un vote. Aussi, la nomination de cette commission est reportée au prochain Conseil d'Administration.

- La parole est donnée à chaque membre du Conseil d'Administration représentant une **discipline associée**.

Aucune autre remarque ou question diverse n'étant formulée, la réunion du Conseil d'Administration se termine à 21h00.

Le Président
Francis DIDIER

Le Secrétaire Général
Alcino ALVES PIRES